

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET CROISSANCE ECONOMIQUE (CAS : REGION DU MAGHREB)

CHIHA Khemici
KEDDI Abd elmajid
Université Alger III

Résumé

L'objectif de ce papier est d'évaluer l'effet des IDE sur le développement économique et la croissance des pays en développement, à savoir les pays de la région du Maghreb arabe.

Les pays en voie de développement multiplient leurs politiques d'attraction des IDE afin d'enrichir les externalités nationales offertes aux entreprises locales, et de bénéficier de certains effets positifs sur leur économie en matière de croissance, de technologie, de savoir faire, etc.

Mots clés : flux d'IDE, croissance économique , développement économique, région du maghreb.

Abstract

The objective of this paper is to evaluate the affect of the foreign direct investment (FDI) on the economic development and increase of most countries, namely the countries of the Arabic Maghreb .

The developing countries their attraction policy of the FDI, in order to enrich the national externality offered to the local enterprises, and to take benefit from certain positive effects on their economy as increase technology and know-how, etc

Keywords: flows of FDI , Economic growth, economic development
Maghreb region

Introduction

Face aux courants de mondialisation des marchés, de globalisation, et d'internationalisation, les pays en développement se trouvent aujourd'hui, obligés de rechercher des sources d'investissement non traditionnels et non génératrices d'endettement. C'est la raison pour laquelle que ces pays se sont orientés vers investissements directs étrangers (IDE).

Actuellement, les IDE sont de plus en plus sollicités tant par les pays en développement et ne sont plus considérés comme un facteur de dominance politique et économique, mais plutôt comme un canal principal de diffusion technologique et d'innovation.

L'évolution rapide de l'environnement international caractérisé par la multiplication des échanges, la libre circulation des flux matériels et financiers contribue à mettre des IDE un moyen efficace de création et de financement de la croissance à long terme, tant des pays investisseurs que des pays hôtes. Cette ouverture de l'économie mondiale s'est caractérisée par un accroissement des flux des investissements directs étrangers (FIDE). Elle s'est accompagnée d'une intégration à niveau régional, dont l'objectif est double :

- la promotion et la stimulation des investissements et du commerce international ;
- l'aboutissement à une croissance économique durable à travers au sein des pays d'accueil.

La question majeure est de savoir si les IDE contribuent à l'amélioration de la croissance des pays d'accueil ?

Pour répondre à cette question, nous allons axer notre réflexion autour des volets suivants :

- le premier volet consiste à évoquer la littérature des IDE et de la croissance, en insistant sur le rapport entre ces deux concepts ; le deuxième à traiter de l'analyse de l'impact des IDE sur la croissance économique ; le dernier sera centré sur l'état des lieux des IDE dans certains pays du Maghreb, notamment l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

I. Cadre théorique et conceptuel des IDE et de la croissance

L'IDE constitue un élément principal dans le processus de développement et de la croissance économiques de tout pays, son rapport avec la dynamique économique est tellement important qu'il conditionne l'amélioration de la croissance et la compétitivité économiques.

1. Notions d'IDE

1.1. Définitions

Nombreux les organismes spécialisés qui ont essayé de définir l'IDE dans le temps et dans l'espace. Nous en citerons quelques définitions qui nous permettront de cerner davantage cette notion.

Selon le FMI, « l'IDE est effectué dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur. Le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise »⁽¹⁾

La banque de France définit l'IDE selon les éléments suivants :

- La détention à l'étranger d'une unité ayant une autonomie juridique ou d'une succursale ;
- La détention d'une proportion significative du capital donnant à l'investisseur résident un droit de regard sur la gestion de l'entreprise étrangère investie ;
- Les prêts et avances à court terme consentis par l'investisseur à la société investie, dès lors qu'un lien de la maison mère à la filiale est établi entre eux.

Selon l'OCDE, l'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays « A » obtient un intérêt durable⁽²⁾.

et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un pays « B ».

1.2. Typologie d'IDE

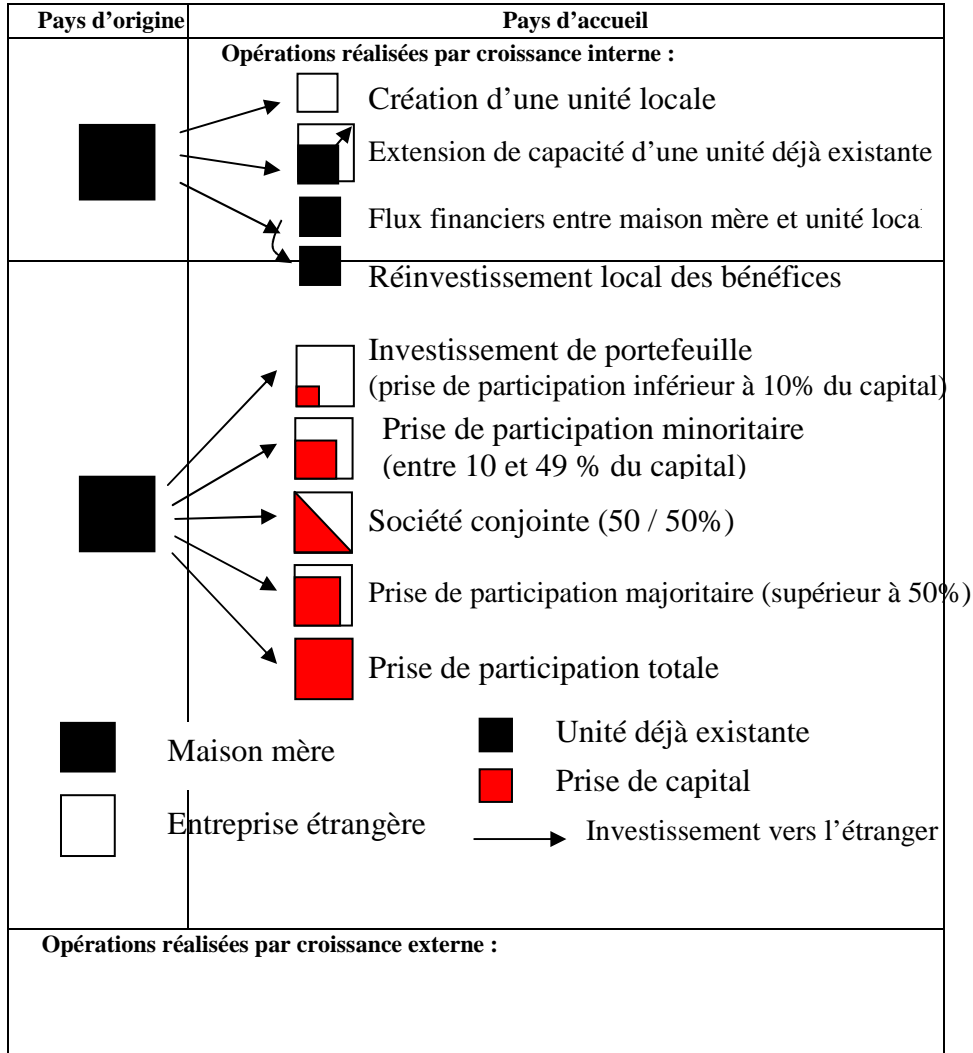
L'IDE peut prendre les formes suivantes :

1.2.1. Selon le mode de croissance

L'IDE peut être réalisé soit ⁽³⁾:

- par croissance interne au niveau d'une même entité transnationale entre la maison mère et ses filiales implantées dans les pays d'accueil ;
- par croissance externe via la présence de deux vecteurs : les programmes de privatisation; les fusions- acquisitions géantes destinées à positionner les firmes transnationales en situation d'oligopole.

Figure 1 : Typologie des IDE selon le mode de croissance



Source- Direction de l'intelligence économique, des études et de la prospective, IDE dans le monde, document n°15, août 2010

1.2.2. Selon la forme

Selon l'OCDE, l'IDE peut prendre différentes formes ⁽⁴⁾

- IDE de création : il se matérialise par la création d'une filiale nouvelle avec l'installation de nouveaux moyens de production et de recrutement de nouveaux employés ;
- IDE d'extension : il se caractérise par l'accroissement de capacités de production des filiales déjà installées par apport de capital ;
- IDE de restructuration financière : cet IDE se réalise par l'injection de fonds pour apporter un soutien financier à une filiale en difficulté ;
- IDE de fusions – acquisition : cet IDE se matérialise par un transfert de propriété des titres de la filiale objet d'acquisition.

1.2.3. IDE selon la logique de création de filiales à l'étranger

En introduisant cette logique, Markusen (1996), distingue ⁽⁵⁾:

- l'IDE horizontal : ce type d'IDE est basé sur la création de filiales qui optent pour une stratégie de standardisation de la production au même titre que la société mère du pays de l'investisseur ;

L'IDE vertical : dans ce cas, l'investisseur opte pour une stratégie de différenciation des produits par l'implantation de filiales dans des pays différents. L'objectif de l'investisseur est d'en tirer profit des différences entre pays d'accueil. Dans ce cas, l'activité à l'étranger complète l'activité de la maison mère.

2. Notions de la croissance économique

Au sens strict, la croissance décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en développement. Ces transformations au sens large sont, conventionnellement, désignées par le terme de développement économique.

La croissance économique est « l'accroissement durable de la production globale d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer » ⁽⁶⁾

La littérature économique associe généralement la croissance économique à « l'augmentation continue d'un agrégat (revenu réel ou PIB) ». De son côté, le développement économique a un contenu beaucoup plus normatif et variable. Des éléments qualitatifs tels que l'éducation, les connaissances scientifiques, l'accès aux ressources naturelles, la qualité de l'environnement, la répartition des richesses, ou encore les conditions de vie constituent autant d'éléments caractérisant le développement. Ce dernier conduit alors à une amélioration qualitative du potentiel de l'économie.

François Perroux définit ainsi la croissance économique comme « l'augmentation soutenue de cet agrégat (le PIB) pendant une ou plusieurs périodes longues » ⁽⁷⁾. Selon l'auteur, le terme de « croissance » s'applique alors plus particulièrement aux économies déjà développées.

La croissance peut provenir de l'augmentation quantitative du facteur travail et du facteur capital (**croissance extensive**) ou de l'augmentation de la productivité (**croissance intensive**).

Parmi les facteurs principaux de la croissance, on retiendra les **ressources naturelles** (terre, ressources minières, pétrole, qualité de l'environnement...) ; les **ressources humaines** (offre de travail, éducation, discipline, motivation) ; la **formation du capital** (machines, usines, routes) ; la **technologie** (science, technique de l'ingénieur, gestion, esprit d'entreprise).

3. IDE, Croissance économique: quel rapport ?

Le sujet des IDE a fait l'objet d'études par plusieurs disciplines économique tant sur le plan théorique qu'empirique. Les différentes théories existantes relatives aux IDE évoluent dans le temps en vue de s'adapter avec les nouvelles données de l'environnement économique international. C'est d'abord surtout depuis le tournant des années 2000 que la littérature sur les IDE a connu une forte accélération, en lien avec le développement du phénomène.

En effet, les auteurs ayant traité de l'IDE ont tenté de formaliser ses causes en développant ou en appliquant différentes approches théoriques. Les arguments avancés s'inspirent de plusieurs théories relevant de l'économie, du commerce, de l'investissement ou du marketing.

Chaque théorie offre une explication relative à un IDE particulier. Jusqu'à présent, il n'existe pas une théorie complète de l'IDE.

Suivant un ordre chronologique, l'analyse suivante mettra l'accent sur les théories qui se sont intéressés en particulier à l'impact des IDE sur le développement et la croissance économique.

C'est ainsi que **BRWER** (1991) a montré empiriquement qu'il existe une corrélation négative entre la croissance économique et l'IDE. une corrélation pareille revient à l'effet de domination exercée par la firme étrangère qu'elle peut décourager la firme locale à développer son propre activité de recherche et développement, cela veut dire que l'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique.

Blomston et al. (1992), en étudiant l'impact de l'IDE sur la croissance, ont démontré que l'ampleur de celui-ci, dépend du stock de capital humain dans le pays hôte. Les auteurs mettent en lumière, l'effet positif de l'IDE sur la croissance du revenu.

par ailleurs, (**Aït Ken et Hanison**, 1993), (**Saggi**, 2000), ont démontré que les IDE peuvent générer des effets négatifs, voire mitigés sur le développement des pays d'accueil.

C'est ainsi que les économistes (**De Mello**, 1999), (Zhang, 2011), ont mis l'accent sur les canaux par lesquels les IDE peuvent apporter des effets positifs directs et indirects sur le développement, dans le cas où les conditions locales offertes sont favorables.

Dans le même cadre, **Darrat et al** (2005) ont mené une étude comparative (1979-2002) portant sur les pays de deux régions, notamment ceux du MENA et ceux de l'Europe centrale et orientale. Cette étude a démontré que les flux d'IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays membres de l'UE. Alors que, l'effet de l'IDE reste négatif voire inexistant au pays du MENA⁽⁸⁾.

L'économie de développement affirme que l'accumulation du capital est un facteur de la croissance à long terme⁽⁹⁾. Mais cette thèse a été récemment contestée : le mouvement conjoint de l'investissement (son rapport PIB) et du taux de croissance serait dans une large mesure provoqué par l'action d'un troisième facteur, l'innovation technologique (Ben Habib et Jovanovic, 1991 ; King et Levine, 1994)

A ce niveau, l'OCDE met en relief les liens entre l'investissement, la croissance tout en les conditionnant des réformes des politiques qu'il faut mettre en place et de la nécessité de la coopération entre l'ensemble des pays membre ou non membre de l'organisation. Cette publication souligne l'importance « de mobiliser l'investissement privé en vue d'une croissance économique régulière et d'un développement durable, en contribuant ainsi à la prospérité des pays et de leurs citoyens ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté. Les effets positifs économiques et sociaux de l'investissement privé, national ou international, sous ses

nombreuses formes – depuis les biens matériels jusqu’au capital intellectuel – sont largement reconnus..

II. Effets de l’IDE sur la croissance économique des pays d’accueil

Mesurer l’impact des IDE tant sur les économies des pays d’accueil que des pays d’origine est un travail difficile du fait de la diversité des canaux de transmission potentiels et de la difficulté de spécifier le contrefactuel.

Actuellement, les économistes tendent à reconnaître un impact positif des IDE sur la croissance des pays en développement mais avec des diversités souvent importantes.

L’impact des IDE sur la croissance dépend de plusieurs facteurs qui varient selon les spécificités économiques de chaque pays : le capital humain, l’investissement local, le commerce extérieur, le revenu, le marché des facteurs, le transfert de technologie.

1. croissance et développement économique

Le point de départ d’une analyse physiologique du changement économique consiste à distinguer, à la suite de Schumpeter, deux types de phénomènes : la croissance et le développement. Le développement consiste en un changement spontané et discontinu qui vient du processus économique lui-même qui se traduit par l’introduction de nouvelles méthodes de production et de nouveaux biens. La croissance n’est que l’expression quantitative de ce changement qualitatif.

La relation qui structure fondamentalement le développement est une relation de production qui, traduit les conditions de ce développement.

Une structure de capacité de la production équilibrée impliquant notamment une cohérence entre production et utilisation de capacités, entre investissement et consommation, est la condition nécessaire pour une croissance régulière.

La nouvelle notion de la croissance met en exergue plusieurs facteurs, tels que : le progrès technologique ; le capital humain ; le capital financier ; l’investissement, l’innovation, etc.

2.Croissance et développement humain

Le rendement des investissements est fonction de l’existence d’une main d’œuvre qualifiée et d’infrastructures développées. Selon l’OCDE, l’investissement dans l’enseignement permet d’offrir un climat favorable à l’IDE. Le stock du capital humain est un facteur déterminant de la qualité et la quantité des flux d’IDE, et un mécanisme susceptible à être développé via les IDE. L’effet des IDE peut être positif sur la croissance dans les pays où le niveau du capital humain est élevé.

3.Croissance et investissement local

Les IDE peuvent avoir un effet positif ou négatif sur les investissements locaux. Cet effet dépend de la stratégie suivie par les FMN « production pour le marché national ou pour l’exportation » ainsi que des spécificités des pays d’accueil.

Agosin et Mayer (2000) étudient l’impact des IDE sur l’investissement local en retenant un échantillon de trois régions, ils montrent que l’IDE a stimulé l’investissement local en Asie, qu’il a eu un effet d’éviction en Amérique latine et que son impact est plutôt neutre en Afrique.

A partir d’un tel constat, l’IDE pourrait dans une première étape évincer l’investissement local, alors qu’à long terme, les entreprises locales peuvent bénéficier des externalités liées aux activités des multinationales.

4.croissance et commerce extérieur

Les effets de l’IDE sur le commerce extérieur diffèrent selon le contexte des pays hôtes et la nature des secteurs économiques. L’objectif principal de l’IDE pour les pays en développement réside dans sa contribution durable à l’intégration de l’économie des pays d’accueil dans l’économie mondiale. Ces pays pourraient asseoir une stratégie attractive de

l'IDE, visant l'élargissement du marché par des mesures d'intégration et de libéralisation des échanges au niveau régional.

Selon la CNUCED (2002), les firmes multinationales (FMN) peuvent agir sur le commerce des pays d'accueil aussi bien d'une façon directe qu'indirecte. Les effets directs se manifestent lorsque la production de la FMN est destinée à réexportation, ou lorsqu'elle établit en amont un lien avec les entreprises locales qui deviennent des exportateurs indirects.

Les effets indirects se produisent lorsque les FMN incitent les gouvernements à développer des infrastructures et à réduire les barrières à l'échange, ainsi d'améliorer leur efficacité productive par l'adoption des technologies avancées, pour faire face à la concurrence internationale.

5. Croissance et transfert de technologie

Il est évident que la présence des FMN facilite l'accès des pays en développement aux technologies modernes et simplifie le processus de transfert. Dans ce cas, les entreprises locales devraient compléter le processus de transfert par des efforts internes tout en mobilisant des ressources financières.

Le transfert de technologie dans les pays hôtes dépend de la capacité d'absorption locale, de l'adéquation de cette technologie aux besoins du pays, des compétences des salariés, etc⁽¹⁰⁾.

La présence des entreprises étrangères est susceptible d'engendrer des bénéfices importants par le pays d'accueil à travers l'externalité de transfert technologique. Les transferts de technologie et leur diffusion s'opèrent par le biais de quatre mécanismes⁽¹¹⁾ indépendantes : les liaisons verticales avec les fournisseurs ou les acquéreurs dans les pays d'accueil ; les liaisons horizontales avec les entreprises concurrentes ou complémentaires de la même branche ; les migrations de personnel qualifié ; et l'internationalisation de recherche et développement. Pour que ces technologies transférées puissent générer des externalités ; il faut qu'elles puissent s'appliquer à l'ensemble des entreprises du pays d'accueil.

6. Croissance et concurrence

L'IDE peut contribuer à favoriser la croissance économique par la stimulation de la concurrence au niveau des pays d'accueil, ce qui peut traduire par « une amélioration de la productivité, une baisse des prix, et une affectation plus efficaces des ressources »⁽¹²⁾

On trouve également que la privatisation constitue un facteur d'attractivité d'IDE, surtout dans les pays en développement et les pays émergents. Ce facteur peut avoir des effets importants sur la croissance.

7. Croissance et emploi /revenu

En ce qui concerne l'impact des IDE sur l'emploi, d'une part, l'ouverture aux capitaux étrangers à un effet positif sur la création d'emploi dans le pays d'accueil, d'autre part, la privatisation des entreprises après décentralisation entraîne une perte d'emploi.

Concernant le revenu, il est clair que les MN préfèrent des employés qualifiés à qui elles offrent des salaires élevés par rapport aux entreprises locales qui offrent des salaires faibles à des employés moins formés.

L.Fontagne et F.Toubal (2010) mettent en évidence deux effets majeurs de l'IDE sortant :

- Un effet substitution : si l'IDE réplique l'activité domestique, il diminue le niveau de l'emploi dans le pays investisseur. Un faible niveau des salaires dans le pays d'accueil incitera l'entreprise étrangère à substituer du travail étranger au travail domestique. Dans ce cas, on assiste à une extension de l'activité à l'étranger au détriment de l'activité locale.

- Un effet revenu : il permet de compenser l'impact négatif du premier effet à travers l'implantation à l'étranger, qui facilite l'accès à de nouveaux parts de marché ou de nouveaux facteurs, et ceci aura tendance à augmenter le volume des affaires de la firme multinationale.

III. IDE et croissance dans la région du Maghreb

D'une manière générale, la région du Maghreb attire peu d'IDE.

Concernant l'Algérie, son économie fonctionne grâce à un seul secteur, celui de l'énergie. Les autres secteurs restent marginalisés de la sphère de financement de l'économie. En absence de diversification économique, le secteur des hydrocarbures occupe une place dominante en matière d'attraction d'IDE.

Or, l'économie des deux autres pays (Maroc Tunisie) est caractérisée par une diversification, d'où les IDE sont centrés sur plusieurs secteurs, à savoir : le tourisme, le textile, les services aux entreprises, l'informatique, ; etc.

1. Pourquoi investir dans la région du Maghreb

Les pays du Maghreb disposent d'une position géographique stratégique, lui permettant la mise en valeur de leur potentiel d'investissement, de la taille de leurs marchés intérieurs (plus de 75 millions de consommateurs), de leur potentiel en ressources humaines, ...

2. Flux et tendances des IDE**2.1. Algérie**

Les flux nets d'IDE ont connu durant la période 2003-2012 des fluctuations remarquables : faibles durant la période 2002-2007 ; importantes durant la période 2008-2011

Les tableaux suivants montrent l'évolution des flux d'IDE entrants pour la période (2002-2012) et les différents indicateurs de mesure:

Tableau n°1 Evolution des Flux nets d'IDE entrants **Unité : Mrd \$**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Algérie	0.663	0.881	1.081	1.795	1.662	2.646	2.761	2.291	2.571

Source : www.banquemonde.org

Tableau n°2 Indicateurs de mesure (2008-2009)

Investissement Direct Etranger	2008	2009	2010
Flux d'IDE entrants	2.646	2.761	2.291
Stocks d'IDE	14.497,9	17.206,4	19.497,6
Indicateur de performance*, rang sur 141 économies	113	77	-
Indicateur de potentiel**, rang sur 141 économies	70	-	-
Nombre d'investissements Greenfield***	72	32	-
IDE entrants (en % de la FBCF****)	5,6	1,3	-
Stock d'IDE (en % du PIB)	8,5	12,3	-

Source : CNUCED*

* Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements Greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

L'Algérie a enregistré une baisse de 60% des investissements étrangers en 2009 par rapport à l'année 2008. Cette baisse est-elle la conséquence des mesures d'encadrement des investissements directs étrangers prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2009 ou est-elle liée à la conjoncture mondiale morose ? En tout cas, le FMI s'est posé la question des effets négatifs de ce recul sur l'attractivité de l'économie algérienne. Quand on regarde l'évolution des IDE en Algérie en 2009 et au début 2011 on observe, dans le secteur hors hydrocarbures et hors secteur financier, une baisse d'environ de 60% en 2009 par rapport à 2008. En 2010, alors que dans beaucoup de pays émergents, on observe une reprise assez importante des flux de capitaux, on n'a pas observé un tel rebond en Algérie.

Selon le Forum économique mondial 2012-2013 dans son rapport annuel relatif au climat d'affaires et d'investissement, tous les indicateurs de la compétitivité économique montrent un recul important enregistré dans l'environnement des affaires et de l'investissement en Algérie. Avec un PNB de 190 milliards de dollars, l'Algérie reste toujours une destination difficile et non préférée par les investisseurs étrangers.

Il faut reconnaître que les dernières mesures contenues dans les lois de finances complémentaires de 2009 et 2010 ont laissé des traces sur le volume des IDE entrants. Cela s'est amplifié avec la crise mondiale depuis 2008, et la contraction mondiale qui s'en est suivie.

En plus, certains phénomènes liés à la bureaucratie, aux difficultés d'accès au foncier, à l'inadaptation du système bancaire et autres difficultés structurelles de l'économie nationale sont à l'origine de la réticence dont font preuve les investisseurs étrangers à l'égard du marché algérien.

En général, l'économie algérienne n'attire que peu d'IDE. Sur toute une période allant de 1980 à 2010, leur taux n'a cessé de baisser pour atteindre 0.1% des IDE mondiaux entre 2009 et 2010. Cela s'explique par la faiblesse de l'attractivité du pays mais aussi par le volume des IDE vers les pays développés, mais encore vers les pays émergents.

Reconnaissant le rôle déterminant des IDE pour la compétitivité et la croissance du pays, les autorités ne souhaitent cependant pas leur accorder un traitement privilégié par rapport aux investissements nationaux, jugés indispensables à la pérennité de l'économie. La diffusion technologique nécessitant l'ancrage des IDE dans le tissu national, le gouvernement avait choisi d'axer son intervention sur le développement : de partenariats entre entreprises nationales et étrangères, de contrats de sous-traitance entre filiales de groupes transnationaux implantées en Algérie et PME locales, de liaisons aval principalement dans les secteurs à forte intensité énergétique, de programmes de formation dans les nouvelles techniques ou dans les nouveaux métiers par des entreprises étrangères.

2.2. Tunisie

Durant les dernières années, les IDE en Tunisie ont connu une évolution remarquable. Ils représentent 10% des investissements productifs, génèrent le 1/3 des exportations du pays et plus de 15% du total des emplois. Après le fléchissement des événements qu'a connu le

Investissement direct étranger et croissance économique (Cas : Région du Maghreb)
 pays en 2009, accompagnés des effets de la récession mondiale et la crise de la zone euro ont entraîné une baisse de 22% des flux d'IDE en 2011. Mais cette situation ne devrait pas perdurer et l'environnement de l'investissement devrait s'améliorer, notamment grâce au lancement de nouveaux projets d'infrastructure à l'intérieur du pays.

Les principaux secteurs d'investissement sont le textile, l'informatique, les services aux entreprises, l'énergie et le tourisme. La répartition sectorielle montre une orientation claire vers l'industrialisation.

Tableau n°3 Indicateurs de mesure (2009-2011)

Investissement Direct Etranger	2009	2010	2011
Flux d' IDE entrants (millions USD)	1.688	1.513	1.143
Stocks d' IDE (millions USD)	31.277	31.182	31.414
Indicateur de performance*, rang sur 181 économies	76	59	76
Indicateur de potentiel**, rang sur 177 économies	-	-	86
Nombre d'investissements green Field***	52	48	40
IDE entrants (en % de la FBCF****)	16,5	14,3	11,2
Stock d' IDE (en % du PIB)	71,9	70,5	67,8

Source : CNUCED - dernières données disponibles

2.3. Maroc

Le Maroc est un pays qui a choisi depuis longtemps, contrairement à l'Algérie ou à l'Égypte par exemple, un modèle libéral avec une ouverture extérieure forte orientée particulièrement vers les pays occidentaux. Cette ouverture s'explique par la signature de plusieurs accords d'association avec l'Union européenne (UE), puis avec les pays arabes (accord d'Agadir), les États-Unis et plus récemment la Turquie.

Tableau n°4 Evolution des Flux nets d'IDE entrants Unité : Mrd \$

Année	2005-2007 (moyenne)	2008	2009	2010	2011
Montant	2.30	2.49	1.95	1.17	2.52

Source : C:/Documents and Setting/ Marco ide.mht

En dépit d'une conjoncture régionale difficile, marquée particulièrement par les événements qui ont touché certains pays arabes et l'aggravation de la crise économique, le volume des flux d'IDE ont connu des fluctuations importantes (chute entre 2008 et 2010, reprise en 2011).

Durant les deux dernières décennies, le Maroc a été l'une des destinations privilégiées des flux d'IDE parmi les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ainsi, la part des IDE dans le PIB a augmenté de 0,7 % dans les années 1980, puis 2,17 % dans les années 1990 pour atteindre 5,6 % en 2003. Si nous considérons cette fois l'évolution de la part des IDE dans la formation brute de capital fixe (FBCF), nous constatons une croissance vigoureuse : soit 3,19 % dans les années 1980 et 9,72 % dans les années 1990. Au cours de 2000 et de 2003, le ratio FBCF sur PIB atteint respectivement 14,66 % et 24,38 %.

La performance marocaine dépasse ainsi largement la moyenne mondiale (+16 %) et celle des économies en développement (+11 %). A noter que le continent africain a vu ses flux d'IDE décroître de 1 % en 2011 sous l'effet particulièrement des pays de l'Afrique du Nord (-51 %) sévèrement touchés par l'impact des événements dans certains pays arabe. Ainsi, en Tunisie, les flux d'IDE ont reculé de 24 %.

À ce titre, la politique des IDE a enregistré des effets positifs sur le développement économique du Maroc. Ceci peut être expliqué par la progression des taux de scolarisation, l'amélioration des infrastructures (transports, routes, télécommunications), l'intensification de la lutte contre l'habitat insalubre, l'augmentation du nombre des ménages ayant accès aux services de base (eau, électricité). Pratiquement, ces progrès s'avèrent insuffisants, mais il reste beaucoup à faire pour parler d'un véritable décollage économique.

Reconnaissant le rôle déterminant des IDE pour la compétitivité et la croissance du pays d'accueil, les pouvoirs publics algériens ne souhaitent cependant pas leur accorder un traitement privilégié par rapport aux investissements nationaux, jugés indispensables à la pérennité de l'économie nationale. Les IDE sont centrés beaucoup plus sur le secteur des hydrocarbures, dont la croissance économique est fonction des cours du pétrole sur les marchés internationaux.

Contrairement à l'Algérie, la politique des IDE en Tunisie et au Maroc a contribué à l'amélioration du développement de leurs économies. L'impact des IDE sur la croissance de ces pays dépend de plusieurs facteurs qui varient selon les spécificités économiques de chaque pays.

Conclusion

En guise de conclusion, on constate que les entrées des IDE dans les pays d'accueil ont suscité un vif intérêt du fait qu'ils jouent un rôle important dans la modernisation des économies des pays d'accueil. Or, l'impact des IDE sur le développement et la croissance économiques varient d'un pays hôte à un autre, selon la nature des investissements, selon la spécialisation, selon les politiques économiques adoptées.

En d'autres termes, certains pays sont privilégiés par les IDE en raison de leur stabilité politique, de leur taux de croissance, de leurs infrastructures, de la qualité de leurs institutions et l'importance de leur capital humain. A l'inverse, les pays qui connaissent des contraintes en matière d'attraction (cas de l'Algérie) des IDE sont obligés d'introduire des processus de réformes visant l'amélioration du climat d'affaires.

Pour que les IDE puissent générer des effets positifs sur le développement et la croissance économiques, les pays d'accueil sont appelés à mettre en place de vraies politiques d'attraction des IDE basées sur le principe « gagnant - gagnant ».

Notes

- (1) Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, Paris, 1991, p.126.
- (2) Le concept d'intérêt durable permet de distinguer parmi les mouvements internationaux de capitaux, les IDE des placements internationaux sous forme d'investissements de portefeuille. L'IDE implique généralement un pouvoir de décision de l'investisseur sur l'entité implantée à l'étranger. Il se traduit non seulement par un transfert de capitaux, mais aussi par un transfert de technologie et de capital humain.
- (3) Direction de l'intelligence économique, des études et de la prospective, IDE dans le monde, document n°15, août 2010, p.7
- (4) OCDE, définition des ID internationaux, 2008
- (5) J.R.Markusen, Unified treatment of Horizontal Direct Investment, Vertical Direct Investment and Pattern of trade in goods and services, paper n°5696, 1996, p.93.
- (6) Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, Dictionnaire d'Economie et de sciences sociales, édition Hatier, 1999, p.107.
- (7) Perroux François, L'économie du vingtième siècle, 1961, p.235.
- (8) P.N.Denieuil, "La complexité du développement local", rapport du programme Leonardo, Focadel, AFPA, 1998.
- (9) Article de Klaus Schimdt - Hebbel, in revue problèmes économiques, num 2.510-2.511, mars 1997, p.43
- (10) Claire Maingy, in région et développement, les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts, éd l'harmattan, 2004, P.77.
- (11) Rapport annuel de l'OCDE 2002, p.14
- (12) Rapport annuel de l'OCDE 2002, p.18

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- B.Bertrand, R.Gouia, « Investissement direct étranger et développement industriel méditerranéen », Paris, Ed Economica, 1998.
- Claire Maingy, in région et développement, les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts, Editions l'harmattan, 2004
- Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, Dictionnaire d'Economie et de sciences sociales, EditionS Hatier, 1999.
- Perroux François, L'économie du vingtième siècle, Paris, PUF, 1991.

Rapports

- Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde monde, Paris, 1991
- Direction de l'intelligence économique, des études et de la prospective, IDE dans le monde, document n°15, août 2010
- OCDE, définition des ID internationaux, 2008
- P.N. Denieuil, "La complexité du développement local", rapport du programme Leonardo, Focadel, AFPA, Paris, 1998.
- Rapport annuel de l'OCDE 2002
- Rapport annuel de l'OCDE 2002
- Rapport du CNUCED, examen de la politique d'investissement au Maroc, n°4, 2008

Articles et documents

- François Bost : Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle Mondiale.-N°75-2004
- J.R.Markusen, Unified treatment of Horizontal Direct Investment, Vertical Direct Investment and Pattern of trade in goods and services, paper n° 5696, 1996
- Article de Klaus Schimdt - Hebbel, in revue problèmes économiques, n° 2.510-2.511 mars 1997
- Direction de l'intelligence économique, des études et de la prospective, IDE dans le monde, document n°15, août 2010.

Site web

www.banquemondiale.org
C:/Documents and Setting/ Marco ide.mht